



COMMUNIQUÉ

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
CNW TELBEC CODE 01

POURQUOI JEAN CHAREST REFUSE-T-IL DE FAIRE TOUTE LA LUMIÈRE SUR LES PERTES HISTORIQUES À LA CAISSE DE DÉPÔT ET PLACEMENT?

Québec, le mercredi 4 mars 2009 – La chef de l'opposition officielle et députée de Charlevoix, Pauline Marois, et le député de Chicoutimi et leader de l'opposition officielle, Stéphane Bédard, se disent outrés de la tergiversation du gouvernement Charest à faire toute la lumière sur les pertes historiques à la Caisse de dépôt et placement du Québec et sur sa responsabilité quant aux problèmes de gouvernance de la Caisse et quant au mandat donné à ses hauts dirigeants en convoquant une commission parlementaire.

« La semaine dernière, ça pressait mais là, ça ne presse plus. Pour le gouvernement Charest, il semble qu'une perte de 40 milliards \$, ce n'est pas suffisamment sérieux, ce n'est pas suffisamment important. Visiblement, le premier ministre et sa ministre des Finances ne veulent pas non plus avoir à s'expliquer quant aux fausses informations qui ont été fournies aux citoyens pendant la campagne électorale. La ministre des Finances a même eu le culot de dire aujourd'hui qu'elle n'avait pas le temps de se pencher sur la perte historique de 40 milliards \$, qu'elle voulait regarder en avant. Si on ne fait pas le bilan sur ce qui s'est passé et sur le rôle que doit jouer la Caisse, comment s'assurer qu'on ne répètera pas les mêmes erreurs? L'attitude du gouvernement est totalement scandaleuse », a dénoncé Pauline Marois.

« Jean Charest voudrait prêter le Salon rouge aux dirigeants de la Caisse pour qu'ils refassent la conférence de presse de la semaine passée, avec les mêmes documents. Jean Charest voudrait une commission parlementaire spectacle, sans nous donner les informations pertinentes pour tenir un débat intelligent. Jean Charest ne peut pas bâillonner les élus. Au nom des citoyens, nous avons le devoir et le droit de faire toute la lumière sur les pertes historiques à la Caisse et de recevoir en commission parlementaire toutes personnes, y compris la ministre des Finances, pour nous éclairer sur ce scandale », a poursuivi le leader de l'opposition officielle.

Stéphane Bédard rappelle que sans avoir en main la politique de rémunération de la Caisse, sans la politique de gestion du risque et sans les données du rapport annuel contenant les participations de la Caisse dans les entreprises du Québec et toutes les informations sur les PCAA, il est impensable de tenir un débat qui permettrait d'aller au fond des choses.

« C'est clairement de la mauvaise foi de la part du gouvernement Charest qui veut en dire le moins possible, qui cache des documents essentiels nous permettant de bien comprendre ce qui s'est passé. Le premier ministre du Québec voudrait que les Québécois passent l'éponge sans rien dire. Mais les Québécois veulent la vérité, M. Charest », a conclu la chef de l'opposition officielle, Pauline Marois.

– 30 –

Source : Éric Gamache
Attaché de presse
Aile parlementaire du Parti Québécois
418 643-2743